TL3041

OMCT
OPERATING THE SOS-TORTURE NETWORK

ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 - 37-39, RUE DE VERMONT
CH 1211 GENÈVE 20 CIC
TÉLÉPHONE +4122-733 31 40
FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPTEL.ORG.UK
OMCT@IPROLINK.CH

Cas IDN/TMP 250696.1
et
"EXACTIONS ENFANTS"
Cas IDN/TMP 091096.EE

Le Secrétariat international de l'OMCT/SOS-Torture vous prie d'intervenir **de toute urgence** au sujet de la situation suivante au **Timor- Oriental**.

Brève description de la situation :
Des sources fiables d'informations ont exprimé leur plus vive inquiétude quant à l'intégrité physique et psychologique de 165 Timorais, qui auraient arrêtés suite à des émeutes dans la ville de Baucau, située à 80 kilomètres de Dili, capitale du Timor Oriental. Seules 21 des personnes arrêtées sont connues.

Les émeutes - qui ont éclaté le 10 juin 1996 à Baucau et qui se sont poursuivies jusqu'au 11 juin 1996 - seraient le résultat d'un conflit religieux entre musulmans et catholiques. Le 4 juin 1996, un membre de l'ABRI (forces armées indonésiennes) a été vu alors qu'il posait une image profanée de la Vierge Marie sur la porte d'une mosquée de Baguia, sous-district de Baucau. Ayant appris cet incident, les Timorais du sous-district ont attaqué la mosquée dans la journée.

Le 10 juin 1996, les jeunes Timorais de Baucau ont organisé une manifestation pacifique pour demander, à l'ABRI et au gouvernement, d'endosser la responsabilité de l'incident du 4 juin ayant provoqué l'attaque de la mosquée. La manifestation a dégénéré lorsque les forces de sécurité indonésiennes ont tiré sur les manifestants en utilisant, apparemment, des balles réelles au lieu des munitions en caoutchouc. Elles avaient effet reçu l'ordre d'utiliser des balles en caoutchouc après le massacre de Dili de 1991.

Trois civils ont été tués et deux Timorais, **Martinho Oliveira** et **Marselho Lopes**, sérieusement blessés, ont été arrêtés avec 163 autres jeunes Timorais : 80 d'entre eux ont été détenus au quartier général de la police de Baucau, 40 au quartier général militaire du district, 25 au quartier général de l'armée de l'air et les 20 derniers dans des casernes militaires. Aucune charge formelle n'aurait été retenue contre les 165 Timorais. Suite à des tortures, certains prisonniers auraient les mains et pieds fracturés.

Nouvelles informations
De nouvelles informations indiquent que 144 des 165 Timorais arrêtés seraient encore détenus; ces informations font également état de la condamnation de 21 jeunes dont 3 enfants. Les âges indiqués dans l'appel précédent étaient inexacts, les peines infligées figurent entre crochets. Les personnes mentionnées dans l'appel précédent sont les suivantes : **Cesaltino Correia** (21ans) [1 an et 10 mois], **Cesario Freitas** (22 ans) [1 an et 10 mois], **Orlando Morreira** (21) [1 an et 10 mois], **Jose Armindo Morreira** (21 ans) [1 an et 8 mois].

Les nouveaux personnes arrêtées [et condamnations] sont les suivantes : **Marcelino Fraga** (22 ans) [1 an et 3 mois], **Jose Gomes** (24 ans) [4 ans et 6 mois], **Miguel Correira** (21 ans) [1 an et 10 mois], **Fransisco Amat** (20 ans) [1 an et 8 mois], **Luis Pereira** (19 ans) [2 ans et 3 mois], **Cesaltino Sarmento Boavida** (23 ans) [1 an et 8 mois], **Jose Soares** [1 an et 8 mois], **Alipio Pascoal Gusmao** (21 ans) [1 an et 9 mois], **Paulino Cabral**, (24 ans) [1 an et 7 mois], **Armindo da Costa** (21 ans) [1 an et 10 mois], **Mario Jose Maria** (22 ans) [1 an et 6 mois], **Miguel de Jesus** (28 ans) [2 ans], **Antonio Gusmao Freitas** (22 ans) [2 ans et 2 mois], **Aniceto Soares** (22 ans) [2 ans].

Les informations suggèrent que les émeutes auraient pu être provoquées par un membre de l'armée indonésienne.

Les 21 jeunes Timorais ont été condamnés pour violence contre des personnes et des biens en vertu de l'article 170 du code pénal indonésien (KUHP), et pour possession d'armes en vertu de l'article 2 première partie des lois d'urgence n° 12, 1951. Ces informations font également craindre quant à l'équité des procès : il n'y aurait pas eu de représentation légale; les procès n'auraient duré que de 2 à 3 semaines pour chaque prisonnier alors que la durée habituelle d'un procès varie de 2 à 3 mois. A son arrivée au tribunal, l'avocat d'un des prisonniers, qui souhaite garder l'anonymat, a constaté que le procès de son client avait déjà commencé. L'avocat n'a pas été autorisé à représenter son client et a été informé que le prisonnier n'avait pas besoin de représentation légale.

Le Secrétariat international exprime à nouveau son inquiétude quant au respect de l'intégrité physique et psychologique des 144 Timorais qui auraient été arrêtés suite aux émeutes de Baucau.

"EXACTIONS ENFANTS"
Cas IDN/TMP 091096.EE

Parmi ceux détenus arbitrairement, et particulièrement en danger à raison de leur âge, se trouvent **Pedro da Luz**, (16 ans) [1 an et 11 mois], **Jacinto Pedro da Costa Xavier** (17 ans) et **Moises Freitas Morreira** (15ans) [8 mois].

Actions requises :

i. localiser immédiatement les détenus et prendre les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité physique et psychologique de tous les **détenus**, en particulier de **Pedro da Luz** et **Jacinto Pedro da Costa Xavier;**

ii. libérer immédiatement **tous les détenus** s'ils sont détenus sans charge valable ou, si de telles charges existent, les faire comparaître devant un tribunal compétent et impartial et garantir leurs droits procéduraux en toutes circonstances;

iii mener une enquête exhaustive et impartiale sur les événements qui se sont produits afin d'identifier les responsables, les traduire en justice et leur appliquer les sanctions pénales, civiles et/ou administratives prévues par la loi;

iv. assurer, en toutes circonstances, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément aux lois nationales et normes internationales.

Adresses :
MINISTER OF JUSTICE M. Haji Utoyo Usman S.H., Menteri Kehakiman, JI. H.R. Rasuna Said Kav. 6-7, Kuningan, Jakarta Selatan, Indonesia. Fax : + 62 21 314 1625

CHIEF OF NATIONAL POLICE Maj. Gen. (Pol.) Banurusman Atmosumitro, Kapolri, Markas Besar Kepolisian RI, JI. Trunojoyo 13, Kebayoran Baru, Jakarta Selatan, Indonesia. Telegrams : National Police Chief, Jakarta, Indonesia

MILITARY COMMANDER REGION IX/UDAYANA(covers East Timor, amongst other areas) Maj. Gen. H. A. Rivai, Pangdam IX/Udayana, Markas Besar KODAM IX/Udayana, Denpasar, Bali, Indonesia. Telegram : Pangdam IX/Udayana, Denpasar, Bali, Indonesia.

SECRETARY GENERAL, NATIONAL COMMISSION ON HUMAN RIGHTS Prof. Dr. Baharuddin Lopa, Sekretaris Jenderal, Komisi Nasional Hak Azasi Manusia (Komnas HAM), JI Pemuda No.104 Arawamangun, Jakarta, Indonesia.

Genève, le 10 Octobre 1996

Nous vous prions de nous informer de toutes vos actions en citant le code de cet appel.